



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION

*Liberté
Égalité
Fraternité*



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

2025-02 CONTROLE METROLOGIQUE ET MAINTENANCE DES
INSTRUMENTS DE PESAGE

Cahier des clauses spécifiques

Mois d'établissement des prix (m0) : février 2025

Date limite de réception des offres : **12/02/2025 à 12h30**

Toutes les normes et les références à des marques s'entendent « ou équivalent »

**PROCEDURE
DEMATERIALISEE**

SANTÉ ET ALIMENTATION AU CŒUR DE LA VIE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE	3
1.1	Généralités	3
1.2	Périmètre	3
ARTICLE 2	TYPE DE MARCHE	3
ARTICLE 3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4	DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE	3
ARTICLE 5	PRIX DU MARCHE	3
5.1.	Clause de sauvegarde	4
ARTICLE 6	PAIEMENTS	4
6.1	Avances	4
6.2	Présentation des factures	4
6.3	Délai de paiement du marché	4
6.4	Dépassement du délai de paiement	4
6.5	Paieement des sous-traitants	4
ARTICLE 7	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	4
7.1	Nature des prestations:	4
Maintenance préventive :		4
Le titulaire assure la maintenance corrective des équipements de pesage sur demande des unités ou services dans les conditions mentionnées par le titulaire dans son offre.		5
7.2	Description de la prestation	5
7.3	Modalités d'intervention	5
7.4	Obligations du prestataire	6
7.5	Obligations d'ONIRIS	6
7.6	Engagement qualité	6
ARTICLE 8	PENALITES	6
ARTICLE 9	RESILIATION	6
ARTICLE 10	DECLARATIONS ET ATTESTATIONS	6
ARTICLE 11	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	7
ARTICLE 12	DEROGATIONS AU CCAG – FCS	7

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

1.1 Généralités

Le présent accord cadre a pour objet le contrôle métrologique périodique et la maintenance des appareils de mesure de pesée à fonctionnement non automatique, hors appareils soumis à la réglementation (métrologie légale).

1.2 Périmètre

Toutes les unités d'ONIRIS possédant ce type de matériel sont susceptibles de s'inscrire dans la démarche.

Le marché s'applique à tout système de pesée à fonctionnement non automatique présent dans toutes les unités d'ONIRIS.

La liste indicative des équipements figure en annexe au dossier de consultation. Cette liste n'est pas exhaustive peut être modifiée en fonction des besoins en cours de marché.

Les services sont répartis sur les deux sites d'ONIRIS :

- Site de la Chantrerie : route de Gachet, Atlanpôle La Chantrerie à Nantes
- Site de la Géraudière : rue de la Géraudière à Nantes

ARTICLE 2 TYPE DE MARCHÉ

C'est un accord cadre à bons de commandes avec un maximum de 80 000 € HT (comprenant le montant d'un marché complémentaire).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de la validité du marché.

ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment complété et daté, auquel est joint le bordereau des prix applicables aux services d'ONIRIS pendant la durée du marché ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
3. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ici nommé le CCAG/FCS, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : <http://www.economie.gouv.fr/daj/Cahiers-des-Clauses-Administratives-Generales>)
4. Les bons de commandes établis durant le marché.
5. L'offre méthodologique du titulaire

Toute clause, portée dans les documents, tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 4 DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE

Le marché est conclu pour une durée d'UN an ferme à compter de sa date de notification. Il pourra être renouvelé tacitement par période annuelle sans que sa durée totale n'excède 4 ans. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du marché de son intention de ne pas reconduire le marché 2 mois avant la fin de chaque période.

ARTICLE 5 PRIX DU MARCHÉ

L'accord cadre est conclu à prix unitaire

Le prix de la prestation relative à chaque balance est mentionné en annexe.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, Les prix sont fermes pour la durée initiale du marché de 1 an.

A l'issue de la période annuelle, le prix pourra être révisé par application de la formule suivante :

$P_n/P_o = 0,15 + 0,85 \times I_n/I_o$

Ou

P_o = Prix initial du marché

Pn = Prix révisé

In = indice de référence à la date de révision

In = indice de référence au mois d'établissement des prix : février 2025

I = indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.20 – Services de contrôle et analyses techniques ;

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766442>

5.1. Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, ONIRIS se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année sur chacun des produits est supérieure 3% du prix retenu dans l'avis de notification.

ARTICLE 6 PAIEMENTS

6.1 Avances

Il ne sera pas versé d'avances au titre de ce marché

6.2 Présentation des factures

En application des dispositions de l'ordonnance 2014-697 du 26/06/2014, la transmission des factures par voie électronique est obligatoire.

La facture dématérialisée doit être déposée sur la plateforme chorus à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

En accédant à ce portail, il sera demandé le numéro SIRET d'ONIRIS **130535008000010** ainsi que le numéro du marché **2025-03**.

Pour plus d'information, il convient de consulter le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation à la facturation électronique (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

6.3 Délai de paiement du marché

Le délai global de paiement du présent marché ne peut excéder **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

6.4 Dépassement du délai de paiement

En cas de dépassement du délai global de paiement, le titulaire est en droit d'exiger des intérêts moratoires calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique

6.5 Paiement des sous-traitants

Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le contrat est soumis aux dispositions de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance

Modalité de paiement direct du sous-traitant

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par le pouvoir adjudicateur si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € HT.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

ARTICLE 7 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Nb : La liste des tâches présentée ci-dessous n'est pas exhaustive : le titulaire peut les compléter, en sa qualité d'expert du domaine et dans le cadre de son devoir de conseil. Il est soumis à une obligation de résultat

7.1 Nature des prestations:

Maintenance préventive :

Les opérations de maintenance préventive sont de l'initiative de l'unité ou du service formalisée par un bon de commande.

Il s'agit de s'assurer du bon fonctionnement de l'appareil, de contrôler les pièces d'usure, de faire les réglages et nettoyages nécessaires.

Les consommables et les pièces dont le montant unitaire est inférieur à 20€ sont inclus dans le montant du forfait de maintenance et de contrôle.

Contrôle métrologique :

Les contrôles sont de l'initiative de l'unité ou du service formalisée par un bon de commande

Il s'agit de s'assurer que les prescriptions techniques du constructeur ou de l'utilisateur sont satisfaites. Les caractéristiques métrologiques d'un appareil peuvent être ajustées lors d'un contrôle, en relation avec le prestataire.

Dans ce cas, elles devront être reportées dans le tableau en annexe.

Les contrôles sont de l'initiative de l'unité ou du service.

Maintenance corrective :

Le titulaire assure la maintenance corrective des équipements de pesage sur demande des unités ou services dans les conditions mentionnées par le titulaire dans son offre. La maintenance curative n'est pas incluse dans la prestation forfaitaire. Un devis est fourni par le prestataire, accepté par le service ou l'unité. Toute opération de maintenance curative est obligatoirement suivie d'une vérification périodique

7.2 Description de la prestation

Opérations de maintenance

Les opérations de maintenance préventive sont :

- Contrôle et réglage du zéro
- Test de fonction
- Contrôle de fonctionnement mécanique
- Tarage Calibrage
- Nettoyage de la balance

Cela implique démontage et examen des pièces d'usure, nettoyage complet de l'intérieur de l'appareil.

Le prestataire est tenu de signaler les pièces d'usure défectueuses et, pour les pièces d'un coût supérieur à 20€ hors taxes, de proposer un devis de réparation qui sera soumis à l'accord du service dans le cadre d'une maintenance corrective.

Contrôle métrologique

Les paramètres à contrôler sont :

- o la fidélité
- o la justesse réalisée en charges croissantes et décroissantes.
- o l'excentration
- o la mobilité si nécessaire

Ces contrôles sont effectués suivant les normes en vigueur. Les définitions et le descriptif des essais sont donnés en annexe 1.

Les mesures doivent être effectuées avant et après réglage de l'appareil.

Si le prestataire ne se conforme pas aux normes en vigueur, la procédure d'essai utilisée doit être fournie à la signature du contrat. Elle doit préciser :

- o la liste des essais réalisés
- o le mode opératoire de chaque essai
- o les règles de décision de chaque essai.

Les masses étalons utilisées sont fournies par le prestataire. Il doit s'assurer que leur classe de précision permet de mesurer la précision requise. Il est tenu de compléter le tableau annexe II en précisant pour chaque appareil, la classe de précision minimale à utiliser à la vérification.

7.3 Modalités d'intervention

Les interventions auront lieu à la demande des unités d'ONIRIS notifiée par bon de commande.

Le bon de commande mentionne :

- la référence au présent accord cadre ;
- les types et quantités de balances à contrôler et le prix ;
- le nom de l'unité concernée et sa situation (site, bâtiment, étage) ;
- le nom du responsable technique dans l'unité

Les commandes sont transmises par mail (scannés), toujours signées par les personnes habilitées sous peine de nullité

Le titulaire prendra ses dispositions pour s'assurer des habilitations préalablement fournies par ONIRIS. Les commandes ne portant pas la signature des personnes habilitées devront être systématiquement rejetées par le titulaire.

7.4 Obligations du prestataire

Les visites sont faites après prise de rendez-vous avec la personne responsable technique de l'unité. Elles seront obligatoirement faites durant les heures d'ouverture de l'unité.

La prise de rendez-vous est gérée par le prestataire. Elle doit être faite dans le mois précédent l'intervention.

Le technicien en visite sera accompagné par le responsable technique et devra s'engager à respecter les règles de sécurité et de fonctionnement qui lui seront transmises.

Il s'engage à ne pas divulguer à un tiers, les informations recueillies lors de sa mission.

Il devra à la fin de chaque intervention rendre compte auprès du responsable technique en explicitant les documents remis.

7.5 Obligations d'ONIRIS

L'unité ou le service demandeur met à la disposition du titulaire du marché :

-l'ensemble des appareils nécessaires à la prestation

-les informations concernant le suivi de l'appareil : fiche de vie, cahier de balance, relevé d'incident

7.6 Engagement qualité

Le prestataire doit être habilité et / ou accrédité dans les domaines de mesures définis dans le présent contrat. La preuve doit en être fournie lors de la signature du contrat, par la mise à disposition des certificats nécessaires.

Le prestataire s'engage à signaler à ONIRIS toute suspension ou modification des habilitations et/ou accréditation fournies.

Le prestataire doit fournir les certificats démontrant le raccordement des étalons utilisés lors de chaque vérification.

Au début du marché :

- o Certificats d'habilitation et/ ou d'accréditation
- o Procédures d'essai particulières mises à jour.

A chaque intervention

- o Procès-verbal d'intervention spécifiant les contrôles effectués, les décisions prises
- o Le relevé des mesurages avant et après réglage qui justifie les décisions prises
- o Le certificat de raccordement des masses étalons utilisés.

L'absence des pièces sera considérée comme une prestation non réalisée

ARTICLE 8 PENALITES

Les dispositions générales de l'article 14 du CCAG/FCS s'appliquent.

14.1 Pénalités pour retard :

Par dérogation à l'alinéa 14-1-3, le seuil d'exonération est fixé à 100€ HT.

14-2 : Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance :

Par dérogation à l'alinéa 14.2.5, les seuils d'indisponibilité sont ramenés à 10 jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

En application de la formule de calcul, V (valeur de la rémunération mensuelle) sera déterminée en divisant par 12 le cout total annuel des opérations de maintenance préventives.

En cas de pénalités, ces dernières seront retenues, dès le premier euro, sur les factures à devoir.

ARTICLE 9 RESILIATION

La personne publique pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions fixées au article 38 à 41 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 38 et 42, la résiliation n'ouvrira pas de droit à indemnité de quelle nature que ce soit.

ARTICLE 10 DECLARATIONS ET ATTESTATIONS

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre (professionnelles, techniques et financières, assurances),

- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification de l'accord-cadre au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

Plateforme e-Attestations.com

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, ONIRIS met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer – gratuitement – sur la plateforme, les documents suivants :

- *Tous les 6 mois :*
- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

ARTICLE 11 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, les deux parties tenteront de trouver une solution amiable à leur litige. A défaut, le Tribunal Administratif de Nantes est seul compétent. :

Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - 44000 NANTES – France

greffe.ta-nantes@juradm.fr

<http://www.ta-nantes.juradl.fr>

Tél. : 02 40 99 46 00

Fax : 02 40 99 46 58

ARTICLE 12 DEROGATIONS AU CCAG – FCS

L'article 5.1 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG FCS.

L'article 8 déroge aux alinéas 14.1.3 et 14.2.5 de l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 9 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG FCS.